



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 28 mars 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel affichent un fort ralentissement des activités manufacturières, en raison des restrictions visant à contrôler les nouvelles résurgences de l'épidémie, et du conflit russo-ukrainien

Banque et finance [\(ici\)](#)

Ouverture financière : la Chine tente de promouvoir l'interconnexion des marchés boursiers chinois et européens

Finances publiques : quelques détails sur l'utilisation des Special Purpose Bonds des gouvernements locaux définis à l'issue d'une réunion gouvernementale

Immobilier : Sunac propose un plan d'extension pour le remboursement obligatoire de 4 Mds RMB ; la Bourse de Hong Kong annonce la suspension de la cotation de plus de 10 promoteurs, filiales de promoteurs ou entreprises du secteur immobilier chinois

Marchés boursiers : à la fin d'un premier trimestre très décevant, les principaux indices chinois terminent la semaine en légère hausse

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

IDE : les investissements directs étrangers entrants enregistrent un nouveau record en 2021

Relations Chine-US : l'administration américaine envisage d'imposer des tarifs douaniers sur les panneaux solaires chinois fabriqués en Asie du Sud-Est

Accès au marché : les activités liées à la presse et aux médias désormais interdites aux entreprises privées

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Télécommunications : Huawei enregistre une forte diminution de son chiffre d'affaires, malgré des bénéfices en hausse. Ses ventes en Russie ont augmenté de 300% durant les deux premières semaines de mars

Electronique : la décision d'Apple de réduire la production de certains produits pourrait impacter ses fournisseurs chinois

Automobile : forte augmentation des prix des véhicules à énergies nouvelles (VEN)

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : anticipation d'une baisse de la demande chinoise en pétrole suite à l'annonce de la mise en confinement de Shanghai

Energie : le géant chinois Sinopec suspend ses négociations avec la Russie sur des projets d'investissement et de co-entreprise dans le secteur gazier

Energie : publication de la directive annuelle de la NEA sur les objectifs énergétiques de la Chine en 2022

Environnement : publication d'un avis de haut niveau visant à « verdir » les nouvelles routes de la soie

Aéroports : en 2021, Canton Baiyun conserve son rang de premier aéroport chinois en fréquentation (40,2 M de passagers) ; Shanghai Pudong est en tête du classement pour le fret aérien

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : mesures de soutien à l'économie en réponse au confinement de la ville

Anhui : réduction des impôts et des taxes pour soutenir les PME

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Ventes de détail : contraction de 14,6% au mois de février

Bourse : 32 entreprises voient leur cotation à Hong Kong suspendue à compter du 1^{er} avril faute d'avoir publié leurs résultats annuels à temps

Bourse : le comité de supervision du Tracker Fund met fin au mandat du gestionnaire d'actifs américain State Street

Sanctions américaines : le Département d'Etat américain maintient le statut douanier indifférencié de Hong Kong (similaire à celui de la Chine)

Bourse : les IPO à Hong Kong en baisse de 90% au 1^{er} trimestre

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +35,7% au cours des 2 premiers mois de l'année

Taiwan [\(ici\)](#)

Bourse : le TAIFEX clôture en légère baisse en raison de l'augmentation des cas de Covid-19 sur l'île

IDE : rebond des investissements étrangers au premier trimestre

PIB : Cathay Financial a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2022

Transport maritime : Wan Hai poursuit le renouvellement de sa flotte

Mobilité électrique : ProLogium envisage une introduction en bourse aux USA ou en Europe

Finances : le paiement mobile s'est développé pendant la pandémie

Semi-conducteurs : 4 entreprises taiwanaises spécialisées dans le design des semi-conducteurs dans le Top 10 mondial en 2021

Mongolie [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la Banque centrale augmente les taux d'intérêt à 9%

Chine continentale

Conjoncture

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel affichent un fort ralentissement des activités manufacturières, en raison des restrictions visant à contrôler les nouvelles résurgences de l'épidémie, et du conflit russo-ukrainien

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit](#) chute à son plus bas niveau depuis deux ans, soit 48,1 en mars (contre 50,4 en février). Les restrictions visant à contenir une nouvelle vague épidémique ont un impact du côté de l'offre et de la demande, et la guerre en Ukraine nuit aux commandes à l'exportation. Concrètement, la production et les nouvelles commandes sont tombées en dessous du seuil d'expansion en mars, battant les records les plus bas depuis février 2020. Les nouvelles commandes à l'exportation en mars ont diminué au rythme le plus rapide depuis mai 2020.

[L'indice PMI manufacturier officiel](#) fléchit à 49,5 en mars (contre 50,2 en février). On constate la baisse de la plupart des principaux sous-indices : production (49,5 contre 50,4), nouvelles commandes (48,8 contre 50,7), emploi (48,6 contre 49,2) et anticipation (55,7 contre 58,7). L'indice des nouvelles commandes à l'exportation tombe également et reste sous le seuil d'expansion depuis le 11^e mois consécutif (47,2 contre 49,0). Il convient par ailleurs de noter la poursuite de la pression inflationniste : les sous-indices des prix des intrants et des prix au départ d'usine continue de monter fortement en mars, respectivement à 66,1 et 56,7 (contre 60,0 et 54,1). En outre, le ralentissement économique en mars a notamment eu un impact sur les moyennes entreprises : les PMI manufacturiers officiels des grandes entreprises et des moyennes entreprises s'abaissent respectivement à 51,3 et 48,5 (contre 51,8 et 51,4 en février), tandis que celui des petites entreprises rebond à 46,6 mais maintient encore sous le seuil d'expansion (contre 45,1 en février).

[Le PMI non manufacturier officiel](#) tombe fortement à 48,4 en mars (contre 51,6 en février). Cette diminution est due surtout aux sous-indices des nouvelles commandes (45,7 contre 47,6), de l'emploi (47,1 contre 48,0), de l'exportation (45,8 contre 48,1) et de l'anticipation des activités (54,6 contre 60,5). Par contre, la hausse des sous-indices des prix des intrants et des prix au départ d'usine reflète également la pression inflationniste, s'établissant respectivement à 55,9 et 51,1 en mars (contre 53,9 et 49,8 en février).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Ouverture financière : la Chine tente de promouvoir l'interconnexion des marchés boursiers chinois et européens

Le 25 mars, les bourses de Shanghai et de Shenzhen ont publié [« les mesures provisoires pour la cotation et la négociation des certificats de dépôt interconnectés avec les bourses étrangères »](#) (《上海证券交易所/深圳证券交易所与境外证券交易所互联互通存托凭证上市交易暂行办法》), visant à promouvoir l'interconnexion des marchés boursiers chinois et européens dans un contexte où les tensions entre les marchés boursiers de la Chine et les Etats-Unis s'intensifient. Ces mesures clarifient :

- i) les conditions auxquelles les émetteurs étrangers peuvent vendre des certificats de dépôt chinois (CDR) aux bourses de Shanghai et de Shenzhen, y compris la capitalisation boursière (≥ 20 Mds RMB), la période de cotation (3 ans d'inscription sur les bourses étrangères), le montant (nombre des CDR émis supérieur à 50M et la valeur boursière supérieure à 500M RMB).
- ii) Les exigences applicables aux investisseurs, dont un montant minimal de titre traités quotidiennement au cours des 20 derniers jours ouvrés (qui ne doit pas être inférieurs à 500 000 RMB), et l'obligation d'une participation aux marchés boursiers supérieure à 24 mois.
- iii) Les exigences relatives à la divulgation d'informations
- iv) Les conditions particulières d'échange de CDR. Les bourses de Shanghai et de Shenzhen ont mis en place des restrictions de fluctuation des cours sur les transactions de CDR à 10 %.

S'agissant des émissions chinoises à l'étranger, trois entreprises chinoises ont déclaré qu'elles se préparaient à émettre des *Global Depositary Receipts (GDR)* sur le *SIX Swiss Exchange* en Suisse récemment, : il s'agit du fabricant de machines d'ingénierie *Sany Heavy Industry Co. Ltd.*, du fabricant d'équipements médicaux *Lepu Medical Technology (Beijing) Co. Ltd.* et du fabricant de batteries pour véhicules à nouvelle énergie *Gotion High-tech Co. Ltd.* La date de cotation et le montant de financement ne sont pas précisés. Les trois sociétés sont les premières à rechercher une vente d'actions européennes via le programme *Stock Connect* entre la Chine et l'Europe, après que la CSRC l'a élargi en février. Lancé en 2019, ce programme ne reliait initialement que les bourses de Shanghai et de Londres, permettant aux entreprises éligibles cotées sur chaque bourse de vendre des certificats de dépôt sur l'autre. L'expansion du programme de cette année a intégré les bourses de Shenzhen, d'Allemagne et de Suisse. Jusqu'à présent, quatre sociétés chinoises ont émis des GDR dans le cadre du programme à la bourse de Londres, y compris *China Pacific Insurance*, *Huatai Securities*, *SDIC Power Holdings* et *China Yangtze Power*.

Pour mémoire, les entreprises chinoises souhaitant attirer des investissements sur les bourses étrangères peuvent choisir de le faire en émettant des certificats de dépôt (*DR, depositary receipt*). Techniquement, les DR ne sont pas des actions, mais des certificats émis par une banque représentant la part d'une société étrangère. Pour émettre des DR, une partie des actions d'une société cotée sur une bourse étrangère sont transférées à une banque dépositaire. La banque peut alors émettre des certificats représentant la part de la société étrangère aux investisseurs sur le marché boursier national. Les types de DR les plus courants sont les *American Depositary Receipts (ADR)* et les *Global Depositary Receipts (GDR)*. Les entreprises chinoises peuvent émettre des ADR sur les bourses américaines et des GDR sur d'autres bourses internationales, telles que la Bourse de Londres (LSE). A l'inverse, les sociétés étrangères qui souhaitent introduire des actions sur les marchés boursiers de Chine continentale peuvent dans certains cas également le faire en émettant des certificats de dépôt chinois (CDR).

Finances publiques : quelques détails sur l'utilisation des *Special Purpose Bonds* des gouvernements locaux définis à l'issue d'une réunion gouvernementale

Lors de la réunion exécutive du Conseil des affaires d'Etat tenue le 29 mars présidée par le Premier ministre Li Keqiang, l'obtention d'une croissance « régulière » a été définie comme l'enjeu économique majeur, dans un contexte difficile dû à la situation internationale et aux pressions baissières sur l'économie. Li Keqiang a appelé à une mise en place rapide de politiques visant à stabiliser la croissance économique ainsi qu'à des « réformes structurelles ».

L'utilisation des SPB vise à « accroître la demande domestique, promouvoir l'emploi et stabiliser la croissance ». Plus concrètement, les directives consistent en : 1) attribuer rapidement les quotas restants des SPBs orientés vers les régions les plus solides financièrement et disposant d'une réserve de projets suffisante ; 2) utiliser de façon optimale les SPBs, pour « l'amélioration des moyens de subsistance de la population » et le développement de « nouvelles infrastructures de haut niveau avec de grand potentiel » ; tout en étendant leur utilisation aujourd'hui axée essentiellement sur le transport, l'énergie, la protection de l'environnement écologique et le développement des projets de logements abordables, à certains projets rentables destinés aux services publics ; 3) attirer davantage d'investissements privés dans les projets financés par les fonds levés via SPBs et encourager les investissements des entreprises privées ; 4) améliorer la gestion des fonds et réduire la part des fonds inutilisés ; 5) contrôler les émissions afin de disposer de suffisamment de moyens dans la mise en œuvre des réductions d'impôts, ainsi que pour les besoins de subsistance de la population, tout en évitant les risques liés à l'endettement.

L'importance du développement des projets de conservation de l'eau, représentant un investissement d'environ 800 Mds CNY en total pour l'année 2022, a été particulièrement soulignée. Les émissions de SPBs de l'an dernier affectées au compte de 2022 (1460 Mds CNY) devront être utilisées avant fin mai 2022 et le reste (2190 Mds CNY) avant fin septembre. Pour mémoire, le rapport budgétaire du MOF prévoit un quota de 3650 Mds CNY en total de SPBs pour l'année 2022.

Immobilier : Sunac propose un plan d'extension pour le remboursement obligatoire de 4 Mds RMB ; la Bourse de Hong Kong annonce la suspension de la cotation de plus de 10 promoteurs, filiales de promoteurs ou entreprises du secteur immobilier chinois

Le groupe Sunac China (3^{ème} promoteur national) a publié mercredi un plan de restructuration de dette, visant à échelonner sur une période d'un an et demi le remboursement de 4 Mds RMB (629 M USD) sur une obligation *onshore* arrivant à échéance le 1^{er} avril. Ce plan semble mieux répondre aux exigences des créanciers, qui avaient exprimé leur déception à l'issue des premières négociations lors desquelles Sunac avait proposé une extension des remboursements sur deux ans.

Les modalités du report prévoient plusieurs phases de remboursement du 15 mai 2022 jusqu'à la fin septembre 2023, contre des remboursements du 1^{er} juillet au 1^{er} avril 2024 proposés précédemment. Elles se déclinent comme suit : remboursement de 10% sur le principal le 15 mai 2022, puis de 10% le 30 juin 2022; puis de 15% le 30 septembre ; puis de 15% le 31 décembre ; puis de 15% le 31 mars 2023 ; puis de 15% le 30 juin 2023 ; puis remboursement des 20% restants le 30 septembre 2023. Le plan d'extension initial n'avait pas reçu l'approbation des créanciers en raison de (i) la durée d'extension de 24 mois, alors que les plans d'extension ne durent généralement pas plus de 12 mois ; (ii) les actifs proposés en collatéral avaient été jugés de moindre qualité ; (iii)

l'incapacité de Sunac à publier son Rapport annuel audité 2021 au 31 mars (voir *infra*), qui pourrait accentuer davantage les difficultés financières du groupe.

En 2022, le groupe Sunac devra rembourser 17 Mds RMB (2,7 Mds USD) sur des obligations *onshore* et *offshore* arrivant à échéance, principalement entre avril et septembre. Outre le paiement de 4 Mds RMB dus le 1er avril, Sunac devra rembourser 1,7 Md RMB sur des titres adossés à des actifs domestiques le mois prochain. Pour rappel, au 30 juin 2021, Sunac disposait seulement de 101 M RMB de trésorerie ou équivalents de trésorerie, selon le Rapport intermédiaire 2021 de l'entreprise. Dans ces conditions, la situation financière du groupe poursuit sa trajectoire défavorable, comme en témoignent les récentes dégradations des notations de crédit de Sunac par les trois principales agences de notation : Standard and Poor's (de B- à CCC+ le 24 mars), Moody's (de Ba3/B1 à B1/B2 le 11 février puis de B1/B2 à Caa1/Caa2 le 22 mars) et Fitch Ratings (de BB- à B- le 15 mars, puis à CC le 24 mars). Selon le rapport financier non audité de la société, les ventes du groupe ont diminué de 27 % au second semestre 2021 et de 26 % au cours des deux premiers mois de 2022.

En outre, le groupe Sunac a confirmé mardi son incapacité à publier son rapport annuel audité à la date limite du 31 mars, ainsi que la suspension de la cotation de ses titres sur la Bourse de Hong Kong dès le 1^{er} avril.

S'agissant des autres promoteurs, Evergrande a annoncé le 29 mars la cession par sa filiale Hangzhou Jingli Property Co., Ltd, d'actifs relatifs au projet Crystal City (terrains en cours de construction à Hangzhou dans la province du Zhejiang), pour un montant de 3,7 Mds RMB, à deux acquéreurs publics : Zhejiang Zhejian Real Estate Group Co., Ltd et Zhejiang Construction Engineering Group Co., Ltd. Le paiement devra être versé dans un délai de 20 mois.

In fine, la Bourse de Hong Kong a annoncé le 1^{er} avril la suspension de la cotation des titres de 10 promoteurs ou entreprises du secteur immobilier (Kaisa Group, Shimao Group, Aoyuan et plusieurs de ses filiales, Sunac, Tian Shan Dev, Color Life, Roiserv, Sunshine100, Fantasia, Modern Land, Evergr Vehicle).

Marchés boursiers : à la fin d'un premier trimestre très décevant, les principaux indices chinois terminent la semaine en légère hausse

Sur le trimestre, l'indice CSI 300 (300 plus grandes compagnies à Shanghai et Shenzhen) a perdu 15% et l'indice Shenzhen Component 18%. Il s'agit du pire trimestre depuis 2015.

Sur la semaine, c'est l'indice du STAR Market 50 qui enregistre la moins bonne performance. Au total, les capitalisations boursières de la bourse de Shanghai et la bourse de Shenzhen ont augmenté respectivement de 519 Mds RMB et 97 Mds RMB.

Le point sur les principales variables :

CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
+2,42%	+2,21%	+1,28%	+1,10%	-1,63%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

IDE : les investissements directs étrangers entrants enregistrent un nouveau record en 2021

Selon un [rapport](#) de la State Administration of Foreign Exchange (SAFE) publié le 25 mars, la Chine a attiré le montant record de 334 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2021, un chiffre en hausse de 32 % par rapport à l'année précédente.

Les IDE entrants représentent près de la moitié des investissements entrants totaux, lesquels s'élevaient en 2021 à 661,6 Mds USD en hausse de 13 % en 2021. Les investissements de portefeuille (principalement des bons du Trésor) se sont élevés à 176,9 Mds USD en 2021, en baisse de 28 %, du fait d'un important effet de base, selon le rapport.

L'administration chinoise attribue l'attractivité du pays à sa croissance économique, aux mesures pour contenir la propagation de la pandémie, à l'ouverture croissante de son marché, et au climat des affaires favorable aux investissements étrangers.

Cette annonce intervient alors que les entreprises étrangères rapportent un nombre grandissant d'entraves à leur activité en Chine, et manifestent leur préoccupation vis-à-vis de la politisation croissante du climat des affaires dans le pays ([voir les brèves de la semaine du 7 mars 2022](#) et [brèves de la semaine du 18 octobre 2021](#)).



Relations Chine-US : l'administration américaine envisage d'imposer des tarifs douaniers sur les panneaux solaires chinois fabriqués en Asie du Sud-Est

Le 28 mars, le département américain du Commerce a [annoncé](#) le lancement d'une enquête pour déterminer si les exportations de panneaux photovoltaïques depuis quatre pays d'Asie du Sud-Est¹ vers les Etats-Unis visent à contourner les droits antidumping imposés [depuis 2012](#) par Washington sur les panneaux photovoltaïques produits en Chine ²([voir les brèves de la semaine du 21 mars 2022](#)). Le département dispose de 150 jours pour partager ses conclusions préliminaires, avant de prendre une décision finale dans un délai de 300 jours.

Cette investigation a été lancée à la suite d'une plainte déposée le 8 février par l'entreprise américaine Auxin Solar, et pourrait déboucher sur l'introduction de tarifs douaniers sur les panneaux solaires produits ou assemblés dans les quatre pays visés et incorporant des composants chinois. Selon la [American Clean Power Association](#), les importations de modules photovoltaïques en provenance de ces quatre pays représentent 80 % des importations américaines.

Le président de la Solar Energy Industries Association Abigail Ross Hopper a [critiqué](#) cette annonce, soulignant que l'imposition de tarifs douaniers supplémentaires sur les panneaux solaires aurait un effet « dévastateur » sur le marché photovoltaïque américain et causerait la perte de 70 000 emplois aux Etats-Unis.

Le 29 mars, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères [a réagi](#) à cette décision en soulignant que « le protectionnisme américain déstabilisera les chaînes d'approvisionnement internationales et perturbera la coopération en matière de lutte contre le changement climatique ».

Accès au marché : les activités liées à la presse et aux médias désormais interdites aux entreprises privées

Le 25 mars 2022, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et le ministère du Commerce (MOFCOM) ont conjointement [publié](#) la liste négative d'accès au marché à destination des entreprises privées, chinoises et étrangères.

Le mécanisme de liste négative nationale, dont la première fût publiée en 2018, s'ancre dans un effort plus large visant à améliorer la gestion des investissements en provenance du secteur privé. La présente liste négative est entrée en vigueur rétroactivement à partir du 12 mars 2022 et remplace la version publiée en décembre 2020. La présente liste négative contient 117 catégories d'activités, dont six sont interdites et 111 restreintes – c'est-à-dire nécessitant une approbation administrative préalable à tout investissement.

Les activités liées à la presse et aux médias sont désormais interdites aux entreprises privées ; l'interdiction s'étend aux activités suivantes : 1. La collecte, l'édition, et la distribution des informations ; 2. La création et l'exploitation d'organes de presse ; 3. Les activités du « streaming » en direct d'événements liés à la politique, l'économie, l'armée, la diplomatie, la société (les événements « importants »), la culture, la science, la santé, l'éducation, les sports et autres événements ayant un lien avec l'orientation politique, l'opinion publique et le « choix des valeurs » ; 4. La reproduction de contenus provenant de sources médiatiques étrangères ; 5. L'organisation de sommets et de prix dans l'industrie médiatique. Dans la liste négative de 2020, seule la création d'organes de

¹ Malaisie, Thaïlande, Vietnam, et Cambodge

² Au motif qu'ils bénéficieraient de subventions et seraient vendus à un prix inférieur à leur « juste valeur ».

presse en ligne ainsi que la collecte et l'édition d'informations en ligne étaient interdites aux « capitaux non publics ». Les investissements dans les agences de la presse et des médias étaient déjà interdits pour les entreprises étrangères.

Dans le secteur de la finance, la nouvelle liste négative étend également l'obligation d'approbation préalable pour la nomination des cadres supérieurs des institutions de compensation bancaire (银行卡清算机构). Cette exigence vient s'ajouter à l'obligation déjà prévue par la liste précédente d'approbation des nominations des cadres supérieurs dans les institutions financières bancaires et non-bancaires, et des sociétés d'assurance.

Contrairement à la liste de 2020, la présente liste négative ne prévoit plus l'approbation préalable pour des activités de fusions-acquisitions de certaines sociétés cotées, ni pour la prestation de services d'informations financières en ligne (spécifiquement les plateformes en lignes opérées par les sociétés d'assurance).

Enfin, les notes explicatives accompagnant la nouvelle liste négative indiquent que le contrôle anti-monopolistique sera renforcé afin d'empêcher l'expansion « sauvage » du capital ; aucune mesure précise n'a pour l'heure été dévoilée à ce sujet. Par ailleurs, les notes stipulent que les entités privées n'ayant pas satisfait l'obligation d'obtention préalable d'approbation conformément aux dispositions de la liste négative seront incluses dans la liste noire nationale du système de crédit social³.

Retour au sommaire ([ici](#))

³ Le système du crédit social (SCS) sert deux fonctions principales : faciliter le partage d'information entre les administrations, et mettre en place un mécanisme de récompenses et de sanctions. Afin de faciliter le partage d'informations, l'État construit des bases de données à disposition des administrations. Ces données concernent [majoritairement](#) les entreprises : licence, historique juridique, déclarations fiscales. Pour ce qui est de la mise en place d'un mécanisme de récompenses et de sanctions, le SCS permet de pénaliser une entreprise si elle est reconnue coupable par une administration compétente d'avoir enfreint les lois en vigueur. Elle est alors ajoutée sur une liste noire et se voit appliquer des sanctions correspondantes. Ces sanctions incluent le plus souvent des restrictions pour l'accès aux financements ou aux marchés publics.

Industrie et numérique

Télécommunications : Huawei enregistre une forte diminution de son chiffre d'affaires, malgré des bénéfices en hausse. Ses ventes en Russie ont augmenté de 300% durant les deux premières semaines de mars

Le groupe de Shenzhen a fait état d'une forte augmentation de ses bénéfices, qui s'élèvent en 2021 à 17,8 Mds USD ([+76% en g.a.](#)). Son chiffre d'affaires néanmoins fortement diminué, s'élevant à 99,9 Mds USD, soit [-28,5%](#) par rapport à 2020. Le gain en bénéfices s'explique essentiellement par la vente de la branche Honor. Les ventes de smartphones ont, quant à elles, continué de chuter : la diminution globale du CA s'explique ainsi par la baisse des ventes de produits électroniques de consommation (près de 50% par rapport à 2020), tandis que la branche dédiée aux équipements de télécommunications a vu ses ventes baisser de 6,97%, dans un contexte où de nombreux pays choisissent de restreindre l'utilisation des équipements Huawei dans leurs réseaux 5G. La branche dédiée aux services clouds et serveurs a présenté des résultats en hausse de 2%. Huawei continue ainsi de perdre de la vitesse sur le segment des terminaux mobiles depuis les sanctions américaines, tentant de trouver des relais de croissance et augmentant ses dépenses de R&D (22,4% du CA).

Par ailleurs, durant les deux premières semaines de mars, [les ventes de Huawei en Russie ont augmenté de 300%](#) notamment à la suite du retrait d'Apple et de Samsung qui représentaient près de la moitié du marché des terminaux mobiles – et dont les ventes avaient également [augmenté](#) à partir du 24 février, alors que chute la valeur du rouble. Quatre centres de recherche de Huawei en Russie recrutent également une douzaine d'ingénieurs, dont des scientifiques spécialisés dans le *machine learning* à Novosibirsk et la reconnaissance vocale à Saint Pétersbourg, ou encore des analystes de big data à Nijni-Novogorod. De la même façon, la suspension des opérations d'Ericsson et Nokia en Russie permettrait à Huawei de gagner du terrain sur les équipements de télécommunications – un secteur déjà bien investi, Huawei et ZTE contrôlant [40 à 60%](#) du marché des équipements réseaux.

L'entreprise pourrait néanmoins faire face à de nouvelles sanctions de la part des Etats-Unis. La semaine dernière, le fabricant de terminaux mobiles russe BQ avait annoncé chercher à installer HarmonyOS sur de nouveaux appareils. Huawei a pour sa part indiqué ne pas avoir prévu de lancer ou promouvoir son OS hors de Chine.

Electronique : la décision d'Apple de réduire la production de certains produits pourrait impacter ses fournisseurs chinois

Selon un [rapport de Nikkei](#), Apple a décidé de diminuer la production d'iPhone SE de 20%, des AirPods de 10 M d'unités pour l'année 2022, et aurait demandé à ses fournisseurs de réduire de quelques millions d'unités la production d'iPhone 13 pour le T1 2022. Selon un employé d'Apple cité par Nikkei, l'entreprise anticipe une baisse de la consommation en raison de la guerre en Ukraine.

En conséquence, les fournisseurs chinois d'Apple (souvent en quasi-monopsonne) font potentiellement face à des difficultés, comme en témoigne la diminution du cours de leurs actions à la suite du rapport de Nikkei. C'est notamment le cas pour deux fournisseurs d'Apple, GoerTek et Luxshare Precision. Sur le segment des AirPods, Goertek, pour qui les commandes d'Apple représentent près de la moitié du CA en 2020, a vu son cours chuter de 10% avant de déclarer que ses opérations prévues seraient maintenues cette année. De nombreux autres

fournisseurs sont potentiellement concernés, [le tiers des fournisseurs](#) mondiaux d'Apple étant situés en Chine continentale en 2021.

Automobile : forte augmentation des prix des véhicules à énergies nouvelles (VEN)

Plus de 10 constructeurs de véhicules électriques (VE) ont [augmenté le prix de leurs modèles de véhicules](#) fin mars. Ces augmentations s'échelonnent de 1,2% (SAIC) à 15% (start-up Leapmotor). Des constructeurs chinois (Xpeng : +8,7% ou +3,5% selon les modèles ; BYD ; Li Auto) mais aussi Tesla (+5% pour le Model Y) sont concernés.

Ces hausses des prix s'expliquent notamment par la forte croissance du marché des VEN chinois (augmentation de 154% en 2021 en g.a.), induisant une demande croissante de matières premières à laquelle l'offre ne peut répondre. A la mi-janvier, le prix du carbonate de lithium était ainsi 569% plus élevé qu'il y a deux ans ; tandis que le fabricant de batteries CATL aurait augmenté son prix de 20 000 CNY (2 800 EUR) [selon Yicai](#). Ainsi, plutôt que d'ajuster leurs prix sur une base annuelle, les principaux fournisseurs de batteries lient désormais leurs tarifications aux variations des prix des matières premières.

Selon Crédit Suisse, le déficit d'approvisionnement en lithium devrait s'accroître : de 37 000 tonnes en 2021, il devrait passer à 101 000 tonnes cette année (18% de la demande mondiale) et les prix des matières premières devraient continuer d'être élevés jusqu'en 2024.

Selon Technode, les constructeurs de VE pourraient également ajuster leurs prix afin d'attirer de nouveaux acheteurs ; l'industrie passant en effet d'un modèle d'achat du véhicule à un modèle d'abonnement aux logiciels intégrés dans les véhicules de plus en plus connectés.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie: anticipation d'une baisse de la demande chinoise en pétrole suite à l'annonce de la mise en confinement de Shanghai

L'annonce du confinement en deux temps à Shanghai le 27 mars a fait chuter le cours du baril de pétrole brut de près de [7%](#) en début de semaine. L'impact de cette nouvelle vague de restrictions sanitaires sur la demande chinoise en pétrole (estimée en moyenne à 15 M de barils de pétrole par jour) est scruté de près par les observateurs, dans un contexte d'incertitudes sur les approvisionnements en pétrole russe et de prix historiquement hauts. Pour rappel, en 2021 la Chine était dépendante à [72%](#) de ses importations de pétrole brut, l'Arabie Saoudite et la Russie étant ses deux principaux fournisseurs. D'après [Rystad Energy](#), les restrictions sanitaires dans la mégalopole chinoise de 26 millions d'habitants pourraient faire diminuer la demande en pétrole de 200 000 barils/jour pendant la durée du confinement (prévu jusqu'au 5 avril). [SEB Group](#) (banque suédoise privée) estime de son côté une baisse de la demande de 800 000 barils/jour en avril par rapport à la normale (fondée sur une estimation que les confinements en cours pourraient toucher 200 M de personnes).

D'après les chiffres de IHS Markit, en mars 2022, on constate déjà une baisse de 409 000 barils/ jour de consommation d'essence (pour les véhicules individuels) à l'échelle nationale par rapport aux projections, ce qui représente une baisse de 10%. La baisse est la plus marquée à Shanghai et dans le Jilin, là où les deux principaux clusters de Covid-19 ont éclaté ces dernières semaines.

L'impact de ces nouveaux confinements en Chine sur la demande en pétrole devrait néanmoins être bien moins marqué que lors du pic de l'épidémie de Covid-19 début 2020, où la demande en pétrole avait chuté de 3 M de barils par jour selon [Bloomberg](#), soit 20% du total national (IHS Markit estime ce chiffre à [40%](#) pour février 2020; les [sources officielles](#) affichent -6% de demande en pétrole raffiné pour l'ensemble du S1 2020). En effet, si les confinements réduisent les déplacements, l'industrie fait preuve cette fois d'une certaine résilience, les acteurs recourant à une gestion en « circuit fermé » (personnel dormant dans les locaux).

Energie : le géant chinois Sinopec suspend ses négociations avec la Russie sur des projets d'investissement et de co-entreprise dans le secteur gazier

[Reuters](#) rapporte cette semaine que l'entreprise d'Etat Sinopec, géant chinois du pétrole et du gaz, a suspendu ses négociations avec la Russie au sujet d'un projet d'investissement potentiel de 500 M USD dans une usine chimique au gaz en Russie. Le projet de coopération avec Sibur (plus grand producteur pétrochimique russe) aurait été similaire au complexe gazier Amur en Sibérie orientale, d'un montant total de 10 Mds USD et détenu à 40% par Sinopec et 60% par Sibur, qui devrait être mis en service en 2024. Sinopec aurait également suspendu les négociations sur la création d'une co-entreprise de commercialisation de gaz avec le producteur de gaz russe Novatek. Ces suspensions reflètent la prudence des acteurs chinois envers leurs partenaires russes, dont certains sont concernés par les sanctions occidentales. Notamment, Gennady Timchenko, actionnaire minoritaire et membre du conseil d'administration de Sibur (également membre du conseil d'administration de Novatek avant sa [démission](#) le 21 mars), figure sur la liste des personnalités sanctionnées.

Le ministère des Affaires étrangères chinois avait convoqué ce mois-ci les responsables des trois géants chinois du pétrole et du gaz (CNPC, CNOOC et Sinopec) au sujet de leurs liens commerciaux avec leurs partenaires russes et leurs activités en Russie. Une source de Reuters rapporte que le ministère les a exhortés à ne pas prendre de

mesures irréflechies pour l'achat d'actifs russes, bien que publiquement la Chine répète son opposition aux sanctions occidentales et sa volonté de maintenir une relation économique normale avec la Russie.

Energie : publication de la directive annuelle de la NEA sur les objectifs énergétiques de la Chine en 2022

Une semaine après la publication du plan quinquennal relatif au secteur de l'énergie ([voir brèves de la semaine du 21 mars 2022](#)), l'Administration Nationale de l'énergie (NEA) a publié la [directive](#) annuelle sur le secteur de l'énergie pour 2022. Elle fixe des objectifs pour l'année 2022, annoncés comme étant alignés sur les objectifs du plan quinquennal.

Les objectifs de production d'énergie à partir de carburants fossiles sont en hausse : la production de charbon atteindra environ 4,4 milliards de tonnes de charbon standard (contre 4,13 Mds atteints en 2021 selon le NBS), celle de pétrole brut atteindra 200 millions de tonnes (contre 198,9 Mt en 2021) et celle de gaz naturel 214 milliards de mètre cube (contre 207,6 Mds de m³ en 2021).

La proportion de la consommation d'énergie non fossile (renouvelable, hydraulique et nucléaire) atteindra 17,3% (contre 15,9% en 2021 et un objectif de 20% pour 2025). Contrairement à l'année précédente le document ne fixe pas d'objectif de proportion de la consommation de charbon dans le bouquet national et ne fournit pas d'objectif de réduction de l'intensité énergétique par unité de PIB, qui avait été fixé à - 3% en 2021 mais n'avait pas été atteint (vient confirmer la volonté de « flexibilité » du gouvernement sur le contrôle de l'intensité énergétique qui avait déjà été annoncé à l'occasion des deux assemblées parlementaires). Concernant la production d'électricité, elle atteindra 9070 TWh (contre 8534 TWh produits en 2021) pour une puissance installée de 2600 GW (2380 GW actuellement), avec une part d'éolien et de solaire qui atteindra 12,2% de la consommation totale d'électricité.

Environnement : publication d'un avis de haut niveau visant à « verdier » les nouvelles routes de la soie

Un [avis](#) de haut niveau pour promouvoir le *Green Belt and Road Initiative* a été publié fin mars conjointement par 4 ministères : la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), le ministère des Affaires étrangères (MFA), le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) et le ministère du Commerce (MofCOM). Le document entend notamment renforcer les coopérations « vertes » dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des transports et de la finance, en fournissant en particulier des précisions vis-à-vis des projets chinois de centrales à charbon à l'étranger.

Selon l'avis, la Chine va arrêter complètement la construction de nouveaux projets de centrales à charbon à l'étranger et procéder « avec prudence » à la construction de ceux déjà amorcés. Quant aux projets achevés et déjà opérationnels, l'avis appelle à une exploitation « verte et bas carbone » en encourageant les entreprises concernées à effectuer des mises à niveau des installations existantes et à adopter des technologies en faveur de l'environnement. Pour rappel, le président Xi Jinping a annoncé en septembre dernier à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies que la Chine allait cesser de construire de nouvelles centrales à charbon à l'étranger, sans préciser les modalités d'application (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 20 septembre 2021](#)). Depuis, ce message avait été réaffirmé à plusieurs reprises, mais toujours sans précision. Le présent avis donne pour la première fois une explication plus détaillée.

Comme certains analystes [le soulignent](#) néanmoins, il n'y a pas de précision sur le destin des projets déjà planifiés mais dont la construction n'est pas encore amorcée. Il [apparaît possible](#) que ces projets soient finalement annulés,

notamment si l'on observe la tendance des dernières années qui montrent des annulations en masse de projets charbonniers (voir [étude](#) publiée par le CREA (*Centre for Research on Energy and Clean Air*) et le [rapport](#) de l'ONG chinoise IIGF (*International Institute of Green Finance*) et [Brèves du SER de Pékin, semaine du 14 juin 2021](#)).

Aéroports : en 2021, Canton Baiyun conserve son rang de premier aéroport chinois en fréquentation (40,2 M de passagers) ; Shanghai Pudong est en tête du classement pour le fret aérien

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a rendu public ses [statistiques](#) pour les aéroports en 2021. Selon [l'analyse](#) de la CAAC, en 2021, 907,5 millions de passagers (départs et arrivées) ont transité dans l'un des 248 aéroports civils en service en Chine (+5,9% par rapport à 2020, à 67,1% du volume référence d'avant la crise pandémique en 2019), dont 904,4 M pour le réseau domestique et 3 M pour les liaisons internationales. Le volume de cargo dans les aéroports s'établit à 17,8 Mt (+10,9% par rapport à 2020, en hausse de +4,3% par rapport à 2019), dont 9,8 Mt pour les vols domestiques et 8 Mt s'agissant du fret international. Enfin, le nombre de décollages et atterrissages s'établit à 9,8 M de vols (+8% par rapport à 2020, soit 83,9% du volume de 2019), dont 9,5 millions d'opérations intérieures et 245 000 vols internationaux.

L'an dernier, 29 aéroports ont enregistré une fréquentation de plus de 10 M de passagers (soit deux aéroports de plus qu'en 2020). Cette trentaine d'aéroports, qui représente 12% du nombre d'aéroports commerciaux en Chine, concentre 70,8% de la totalité du trafic passagers (dont 18% pour les seuls aéroports de Pékin, Shanghai et Canton). Comme l'an dernier, l'aéroport de Canton Baiyun se classe en tête avec 40,2 M de passagers (-8% par rapport à 2020), talonné par Chengdu Shuangliu (40,1 M ; -1,5%). S'agissant du fret aérien, on dénombre 61 aéroports qui ont connu un transit de plus de 10 kt marchandises en 2021, représentant la quasi-totalité du cargo par voie aérienne en Chine (98,7%), par ailleurs très concentré sur les trois grandes villes côtières (44,9% de la totalité du trafic cargo). Le premier aéroport chinois en matière de fret aérien est Shanghai Pudong, suivi par Canton Baiyun et Shenzhen Bao'an. Pour mémoire, des experts de la CAAC ont récemment évalué les pertes engendrées par la crise COVID-19 entre janvier 2020 et février 2022 à environ 42 Mds CNY (5,92 Mds EUR) pour les aéroports chinois (Voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 21 mars](#))

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Shanghai : Mesures de soutien à l'économie en réponse au confinement de la ville

Le 29 mars, Shanghai a annoncé un ensemble de politiques visant à soutenir les entreprises dans le contexte du confinement de la ville en deux phases pour contenir l'épidémie. Le document énumère 21 mesures dans six domaines : subvention des coûts des entreprises liés à la prévention de la Covid-19, exonération fiscale pour les entreprises qualifiées, augmentation du soutien financier, en particulier pour les PME, aide aux chômeurs, soutien aux secteurs de la restauration, du tourisme, de la vente au détail, du transport et des expositions, soutien à la R&D des produits de prévention de la pandémie, et maintien d'une production harmonieuse et ordonnée dans la ville. Les mesures seront valables jusqu'au 31 décembre 2022. Les villes de Shenzhen, Tianjin, Wuxi et Harbin ont mis en place des politiques similaires.

Pour le secteur des services, particulièrement touché par la baisse d'activité, 20 agences gouvernementales de Shanghai ont publié un guide portant sur des mesures d'aide spécifiques pour les industries de l'alimentation, du commerce de détail, du tourisme, du transport et de l'aviation civile. Ces mesures comprennent des réductions d'impôts et de taxes, des réductions ou exemption de loyer pour les PME (jusqu'à 3 mois), et des facilités de crédit.

Dans le domaine financier, le 30 mars, le siège de Shanghai de la Banque Centrale a publié ses " Directives de politique de crédit pour Shanghai 2022 " afin de guider les institutions financières à aider les entreprises en difficultés. Ces directives encouragent les institutions financières à se mobiliser pour alléger les remboursements de dette, suspendre temporairement des remboursements en capital, offrir des prêts à taux réduits ou encore réduire les frais d'opérations courantes.

S'agissant de la logistique, une série de mesures pour garantir le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement a été annoncée pour rendre plus fluide le transport routier inter-provinces. Un laissez-passer électronique ("*Shanghai Port Group Epidemic Prevention Electronic Pass*") a été mis en œuvre pour assurer la circulation des camions entre les provinces et les terminaux portuaires de Shanghai et réduire l'impact du confinement de la zone de Pudong sur l'économie.

Anhui : réduction des impôts et des taxes pour soutenir les PME

La province de l'Anhui a publié un avis sur la réduction de 50 % des principales taxes appliquées aux PME, à savoir, la taxe sur les ressources, la taxe sur l'entretien et de construction urbaine, la taxe foncière, la taxe d'utilisation des terrains urbains, le droit de timbre (à l'exception du droit de timbre sur les transactions de titres), la taxe d'occupation des terres arables, la surtaxe d'éducation et la surtaxe locale d'éducation. En 2021, la province avait mis en œuvre diverses politiques nationales de réduction des taxes pour les PME afin de stimuler les dépenses de R&D dans les industries manufacturières de pointe et promouvoir l'innovation scientifique et technologique. Ces nouvelles réductions de taxes représenteront une aide d'environ 33,4 Mds RMB sur l'année.

Source : [Ahnews](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Ventes de détail : contraction de 14,6% au mois de février

Les ventes de détail ont enregistré une contraction de 14,6% en glissement annuel en février (consensus Bloomberg : -7,7%) après +4% en janvier, pénalisées par le durcissement des mesures de distanciation sociale depuis le début de l'année face à la 5^{ème} vague épidémique. Les articles d'habillement et chaussures ont enregistré la plus forte contraction (-39% après +6,2% en janvier), suivis par les produits de luxe (-33,6% après +7,1% en janvier). Les supermarchés enregistrent en revanche une progression de 5,8% de leurs ventes.

Bourse : 32 entreprises voient leur cotation à Hong Kong suspendue à compter du 1^{er} avril faute d'avoir publié leurs résultats annuels à temps

33 entreprises ont vu leur cotation suspendue à la bourse de Hong Kong le 1^{er} avril, dont 32 en raison d'un retard dans la publication de leurs résultats annuels, une date limite étant fixée au 31 mars. Parmi les 32 entreprises concernées figurent plusieurs promoteurs immobiliers chinois dont China Aoyuan, Kaisa, Fantasia Holdings, Mordern Land et Sunac. Certains d'entre eux ont déjà connu des difficultés de remboursements d'emprunts obligataires, en lien avec d'importants problèmes de trésorerie. D'autres promoteurs, dont Agile Group Holdings, Shimano Group, Guangzhou R&F Properties ou encore Ronshine China Holdings ont fait le choix de publier cette semaine des résultats non audités afin de permettre à leurs titres de conserver leur cotation à la bourse de Hong Kong. Au total, 192 entreprises ont soumis des résultats non-audités avant la date limite, contre 27 en 2021, sur 1860. En 2021, un total de 57 entreprises avaient vu leur cotation suspendue provisoirement pour non-respect de la date limite de publication des résultats annuels, au moins 9 en 2020 selon Bloomberg.

Bourse : le comité de supervision du Tracker Fund met fin au mandat du gestionnaire d'actifs américain State Street

Le gestionnaire d'actifs américain State Street a annoncé le 29 mars que le mandat de gestion du Tracker Fund (TraHK), principal ETF répliquant la performance du Hang Seng Index (23,5 Mds USD d'actifs sous gestion) serait transféré à Hang Seng Investment Management, filiale de Hang Seng Bank (dont HSBC est actionnaire majoritaire) à compter du 2^{ème} trimestre 2022. Cette décision était attendue en raison des sanctions américaines appliquées à plusieurs sociétés cotées à Hong Kong et membres du HSI (dont China Mobile, China Unicom and China National Offshore Oil Corporation), complexifiant le mandat de gestion de l'américain State Street. La société avait dans un premier temps annoncé en janvier 2021 qu'elle s'apprêtait à désinvestir des 3 sociétés mises sous sanctions par l'*Executive Order* 13959 de novembre 2020 interdisant à tout citoyen américain de réaliser des transactions sur des titres d'entreprises liées au complexe militaro-industriel chinois. State Street était ensuite revenu sur sa décision, trois jours plus tard en raison des réactions provoquées par cette annonce.

Le [communiqué officiel](#) de State Street précise que les frais de gestion effectifs diminueront de 31% sous le mandat de Hang Seng Investment Management.

Suivi des sanctions américaines : le Département d'Etat américain maintient le statut douanier indifférencié de Hong Kong (similaire à celui de la Chine)

A l'occasion de son [rapport annuel](#) sur Hong Kong remis au Congrès le 31 mars, le Département d'Etat américain a confirmé, pour la troisième année consécutive, la révocation du traitement douanier différencié dont avait bénéficié Hong Kong jusqu'en juillet 2020, les produits fabriqués à Hong Kong et exportés aux Etats-Unis devant depuis porter la mention « Made in China » et non plus « Made in Hong Kong ». Le Département d'Etat américain considère dans ce rapport que la Chine ne respecte pas le « haut degré d'autonomie » dont doit bénéficier Hong Kong en vertu de la déclaration conjointe Sino-britannique de 1984. Le rapport considère toutefois que le système économique et financier de Hong Kong demeure distinct de celui de la Chine par de nombreux aspects, bien que ces différences se réduisent. Le même jour, le ministère britannique des affaires étrangères a présenté au parlement son [rapport semi-annuel](#) sur Hong Kong dénonçant lui aussi le non-respect des obligations chinoises en vertu de la déclaration conjointe.

Bourse : les IPO à Hong Kong en baisse de 90% au 1^{er} trimestre

Les fonds levés par IPO à la bourse de Hong Kong ont enregistré une baisse de 90% en g.a au cours du 1^{er} trimestre 2022, à 1,7 Mds USD avec 11 introductions en bourse. HKEX réalise ainsi son plus mauvais 1^{er} trimestre depuis 2013 selon les données de Refinitiv et se classe au 6^{ème} rang mondial des places financières, après avoir été 4^{ème} en 2021 et s'être placée en tête pour les IPO mondiales 7 années sur 12 entre 2008 et 2020.

Les introductions en bourse à Hong Kong ont connu un fort ralentissement à partir du 2^{ème} trimestre 2021, en raison notamment des réformes réglementaires chinoises dans les secteurs de la technologie, du divertissement, des jeux vidéo et de l'éducation ainsi que du resserrement des conditions de cotation offshore pour les entreprises chinoises.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +35,7% en janvier et février

Les importations macanaises ont augmenté de +35,7% à 3,1 Mds au cours des 2 premiers mois de 2022 : celles en provenance de Chine continentale ont progressé de +8,2% à 870 M USD et celles venant de l'UE de +59,3% à 1,2 Mds USD. En février, les importations ont augmenté de 38,7% en g.a. à 1,32 Md USD, tirées par les achats de produits cosmétiques, parfums, et composants électroniques.

La France demeure le 1^{er} fournisseur européen de Macao (+99,6% en g.a à 658 M USD), devant l'Italie et la Suisse avec 21,4% de parts de marché.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Bourse : le TAIEX clôture en légère baisse en raison de l'augmentation des cas de Covid-19 sur l'île

Le nombre des cas confirmés de Covid-19 a atteint ces derniers jours son niveau le plus élevé depuis juin 2021 (pic à 83 cas locaux le 27/03), [l'indice TAIEX a clôturé le 28 mars 2022 à 17 520 points, enregistrant une baisse de 0,89% \(environ 156 points\)](#). Selon Hua Nan Securities, cette baisse s'explique également par l'inquiétude des investisseurs quant à une éventuelle hausse du taux d'intérêt par la Réserve fédérale des Etats-Unis. La valeur des transactions journalières s'élève à 234 Mds TWD (environ 8 Mds USD), avec un montant net de cession d'actions par des investisseurs institutionnels étrangers de 12 Mds TWD.

IDE: rebond des investissements étrangers au premier trimestre

Selon les [statistiques de la commission des investissements du ministère de l'économie taiwanais \(MOEAIC\)](#), les 300 projets d'investissement étrangers approuvés au cours des deux premiers mois de l'année représentent 1,75 Mds USD. Il s'agit notamment de celui du Danois « Copenhagen Offshore Partners » (369 M USD), portant sur une ferme éolienne offshore au large de Changhua et d'Hitachi (862 M USD), portant sur l'acquisition d'actions de Yungtay (ascenseurs). Par ailleurs, le montant des investissements en provenance des pays ciblés par la Nouvelle Politique en direction du Sud ont progressé de 5,2% à 136 M USD en janvier-février 2022, alors que les investissements chinois accusent une baisse de 56% à 5,8 M USD. En mars, la MOEAIC a validé [trois nouveaux projets d'un montant total de 8,6 Mds TWD \(environ 300 M USD\)](#) dont celui du groupe japonais Mitsui dans l'éolien offshore (3,8 Mds TWD environ 140 M USD). Il conduira à la création d'une nouvelle entité du groupe à Taiwan qui investira dans la société Formosa I Wind Power Co.; « Eastspring Investments Group PTE Ltd », basé à Singapour, et la société japonaise « Sustainable Battery Solutions Inc », ont obtenu l'agrément pour leurs investissements d'un montant respectif de 2,7 Mds TWD et de 1,9 Mds TWD.

PIB : Cathay Financial a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2022

Dans ses dernières prévisions, [Cathay Financial a revu à la baisse la croissance économique de Taïwan en 2022 à 3,7%, contre 3,9% précédemment annoncé](#), en soulignant les risques d'une inflation plus élevée en raison de la crise ukrainienne. Le groupe financier a précisé que si l'inflation dépassait 3% dans les mois à venir, la CBC annoncerait une nouvelle hausse des taux d'intérêt lors de sa prochaine réunion de politique monétaire en juin. Selon les données de la DGBAS, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 2,84% et à 2,36% respectivement en janvier et février. Par ailleurs, Cathay Financial estime que la consommation privée devrait être le principal moteur de la croissance, en 2022, les exportations et l'investissement restant stables avec une augmentation faible.

Transport maritime : Wan Hai poursuit le renouvellement de sa flotte

Wan Hai Lines, [11ème flotte mondiale](#) (146 navires dont 92 en propre) avec 1,6% de part de marché mondial, vient de passer commande auprès de Samsung Heavy Industries Co de [5 navires de 13100 EVP](#) pour un montant évalué entre de 659 et 700 M USD. La livraison de ces navires est programmée pour 2024. Le groupe taiwanais devrait accuser réception de 41 navires au total entre 2022 et 2024. Taiwan compte 2 autres compagnies maritimes dans le top 15 : Evergreen Line (7^{ème} mondial avec 5,9% de parts de marché), et Yang Ming Marine

Corp (9^{ème} avec 2,6% de parts de marché). De manière générale, les transporteurs maritimes locaux sont confiants, le fret maritime ne voyant pas ses prix baisser avec la congestion des ports : [les trois grands transporteurs maritimes taiwanais](#) ont engrangé des bénéfices record, en 2021, de 507,6 Mds TWD (16 Mds euros), avec notamment un redressement spectaculaire de la société Yangming qui a enregistré une marge opérationnelle de 61,3 %.

Mobilité électrique : ProLogium envisage une introduction en bourse aux USA ou en Europe

La société ProLogium, fondée en 2006, deux fois primée au CES de Las Vegas, a développé une technologie de [batteries solides](#) à électrolyte céramique. La start-up, qui est parvenue à lever 326 M USD en octobre 2021 (avec des investisseurs comme Primavera Capital Group et SoftBank China Venture Capital), se développe [à Taiwan](#) (gigafactory à Taoyuan) mais aussi à l'international : [un partenariat](#) a été scellé en début d'année avec Mercedes-Benz qui siège désormais au conseil d'administration. ProLogium envisage une introduction en bourse aux Etats-Unis ou en Europe.

Finances : le paiement mobile s'est développé pendant la pandémie

Depuis le début de la pandémie, [les paiements effectués via un téléphone mobile](#) sont en constante augmentation à Taiwan. Ils ont représenté, sur les 3 premiers trimestres 2021, 20 % des paiements par carte de crédit (+ 4,5% par rapport à 2020). A titre d'exemple, l'option de paiement sans contact la plus populaire à Taiwan, LINE Pay, compterait [10 M d'utilisateurs](#), et aurait enregistré 146 M transactions d'une valeur totale de plus de 68 Mds TWD (2,45 Mds USD, en progression de 90% en g.a.) sur cette même période. Parmi les différentes solutions de paiement sans contact, le QR code semble avoir la faveur des consommateurs taiwanais (+ de 67% des transactions sans contact), familiers avec ce système depuis la mise en place du traçage épidémique, mais aussi en raison de son faible coût du point de vue du vendeur, car il ne requiert aucun appareil supplémentaire. Par ailleurs, depuis fin 2021, les transferts d'argent entre diverses plateformes de paiement électronique et institutions financières, sont désormais facilités : si le service de transfert d'argent instantané [basé sur un numéro de téléphone](#) n'est pas nouveau, Taiwan a mis du temps à le mettre en place. Il permet notamment de transférer instantanément de l'argent au destinataire, moyennant des frais de l'ordre d'un virement bancaire ordinaire. Actuellement, [une trentaine de banques](#) ont déjà rejoint ce système, une nouvelle étape dans la transition numérique de l'île.

Semi-conducteurs : 4 entreprises taiwanaises spécialisées dans le design des semi-conducteurs dans le Top 10 mondial en 2021

Selon [Trendforce](#), 4 entreprises taiwanaises – spécialisées dans le design des semi-conducteurs - s'inscrivent [en termes de revenus](#) dans le Top 10 mondial, en 2021, avec notamment un nouvel entrant Himax (semi-conducteurs pour écrans automobiles). MediaTek, détenant 40% de part du marché mondial des puces mobiles 5G, arrive en 4^{ème} position avec des revenus qui augmentent de 61% par rapport à 2020 à 17,6 Mds USD, suivi de Novatek en 6^{ème} position (+79%, 4,8 Mds USD), de Realtek en 8^{ème} position (+43%, 3,7 Mds USD), et de Himax en 10^{ème} (+74%, 1,5 Mds USD). Les 10 premiers fabricants mondiaux ont généré, en 2021, 127 Mds USD de revenus, soit +48% en glissement annuel.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Politique monétaire : la Banque centrale augmente les taux d'intérêt à 9 %

La Banque centrale de Mongolie a augmenté les taux d'intérêt de 2.5 points depuis le début de l'année 2022 pour atteindre 9% et répondre à une inflation toujours croissante et la dépréciation importante du tugrik par rapport au dollar. L'inflation a atteint 14,2% au mois de février (13% en janvier), bien au dessus de l'objectif de 6% de la Banque centrale. Elle s'explique principalement par la hausse des prix du carburant et des produits importés. Par ailleurs, depuis le début de la guerre en Ukraine, la valeur du tugrik mongol a baissé de 9% par rapport au dollar (1USD=2925Tugrik), taux le plus faible de son histoire.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr